



Intégration de l'ODD4 dans la planification nationale de l'éducation

**Éducation
2030**



🔑 Messages clés

1. En septembre 2015, le monde a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD). Le quatrième ODD, relatif à l'éducation, regroupe un ensemble cohérent de cibles interdépendantes pour assurer une éducation de qualité pour tous et des possibilités égales d'apprentissage tout au long de la vie.
2. L'ODD4 va au-delà d'une simple expansion de la portée et de la couverture de l'agenda de l'Éducation pour tous (EPT) en plaçant l'apprentissage et l'équité au cœur du discours mondial sur l'éducation.
3. Cette vision implique de repenser l'éducation et d'envisager une nouvelle conception de l'éducation autour de l'apprentissage tout au long et dans toutes les circonstances de la vie et d'intégrer l'ODD4 dans la planification nationale de l'éducation.
4. Selon une enquête menée par l'UNESCO en 2016 pour mesurer l'état de préparation des pays d'Afrique subsaharienne en vue de l'intégration de l'ODD4 : a) des lacunes considérables en matière de données, de politiques et de capacités doivent être comblées pour répondre à la nouvelle vision de l'éducation et de l'apprentissage de qualité pour tous ; b) les cycles nationaux de planification et les mécanismes efficaces de dialogue sectoriel au niveau des pays offrent d'importantes opportunités.
5. Il sera capital de s'appuyer sur les systèmes existants pour intégrer progressivement les cibles prioritaires de l'ODD4 et les stratégies et indicateurs pertinents dans les plans sectoriels de l'éducation nationaux et leurs cadres de suivi et évaluation.

🎯 Cibles de l'ODD4

- 4.1 Enseignement primaire et secondaire universel
- 4.2 Développement de la petite enfance et éducation préscolaire
- 4.3 Égalité d'accès à l'enseignement technique et professionnel, et à l'enseignement supérieur
- 4.4 Compétences nécessaires à l'obtention d'un travail décent
- 4.5 Égalité des genres et inclusion
- 4.6 Alphabétisation des jeunes et des adultes
- 4.7 Éducation à la citoyenneté mondiale au service du développement durable
 - 4a Environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs
 - 4b Bourses d'étude pour l'enseignement supérieur
 - 4c Formation et conditions de travail des enseignants

1. Les nations du monde s'engagent en faveur d'un programme holistique et universel pour l'éducation

Un nouveau programme transformateur et mobilisateur pour l'éducation - Éducation 2030 - reflète la vision de la Déclaration d'Incheon adoptée en mai 2015 lors du Forum mondial sur l'éducation. Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015, Éducation 2030 est incarné par l'ODD4, appelant toutes les nations à assurer une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Le Cadre d'action Éducation 2030 a ensuite été adopté en novembre 2015, en marge de la 38^e Conférence générale de l'UNESCO.

À l'aube du siècle, de Jomtien en 1990 à Dakar en 2000, le programme de l'Éducation pour tous (EPT) a promu l'accès à l'éducation de base ainsi que sa qualité et sa pertinence à travers des moyens formels et non formels jusqu'en 2015. Les Objectifs du millénaire pour le développement ont éclipsé ce programme en se focalisant sur l'éducation primaire et la parité des genres dans l'éducation. Dans le même temps, des plans d'action pour l'EPT ont été élaborés, souvent parallèlement aux processus nationaux de planification de l'éducation.

Dans le cadre de la conception et de la formulation du programme d'éducation post-2015, les plateformes sur l'EPT ont été mobilisées et mises à profit aux niveaux mondial et régional. Ce processus à plusieurs niveaux, étendu et participatif, était destiné à influencer le débat mondial sur les ODD, en particulier sur l'objectif relatif à l'éducation.

2. Éducation 2030 - Une nouvelle vision pour l'Afrique subsaharienne qui accorde une place centrale à l'apprentissage tout au long de la vie

Au sortir de l'ère de l'EPT et des OMD, plus de 31 millions d'enfants d'âge scolaire primaire et 23 millions d'élèves du niveau secondaire inférieur ne sont toujours pas scolarisés en Afrique subsaharienne (ASS) et plusieurs millions d'autres risquent de décrocher. Le chômage et le sous-emploi endémiques, notamment chez les jeunes diplômés, constituent toujours une préoccupation majeure pour la croissance, la stabilité et le bien-être du continent. Cette sombre situation soulève alors la question : les systèmes éducatifs sont-ils adaptés aux objectifs poursuivis ?

La vision de l'Éducation 2030 s'étend au-delà de la scolarisation en vue de l'apprentissage : les systèmes éducatifs sont appelés à mettre à profit toute une palette de moyens et de modes d'apprentissage formels et alternatifs pour s'assurer que les divers besoins de tous les enfants, jeunes et adultes soient couverts à travers des systèmes d'apprentissage multiples, ouverts et reliés entre eux par des passerelles flexibles.

En réponse aux changements socio-économiques, environnementaux et démographiques rapides, la focalisation sur le développement des compétences pour la vie et pour l'emploi nécessitera des approches novatrices visant à faciliter l'acquisition et la validation des compétences fondamentales et transversales dès la petite enfance et tout au long de la vie.

L'accent mis sur l'équité et l'inclusion exige un bon ciblage des politiques, des stratégies et de l'allocation des ressources dans le cadre de plans sectoriels de l'éducation axés sur les filles et les populations défavorisées. Assurer la qualité et la pertinence de l'apprentissage et des acquis de l'apprentissage est d'une importance primordiale dans la vision de l'éducation pour 2030. Un appel est lancé pour un développement humain complet à travers l'acquisition et la validation d'un large éventail de connaissances, de compétences et de valeurs.

Apprendre à vivre ensemble dans un monde où les différences et les préjugés constituent toujours une source de conflits est essentiel pour atteindre la nouvelle vision de l'éducation. Le sentiment d'appartenance à une humanité commune reflété dans l'ODD4 est favorisé par des systèmes d'apprentissage promouvant une citoyenneté responsable et active dans un monde de plus en plus mondialisé et inculquant des valeurs de collaboration, de paix et de démocratie. La centralité de l'éducation au vue du développement durable à tous les niveaux d'apprentissage pousse à valoriser l'avenir dans la manière dont nous appréhendons nos défis actuels, afin de construire des sociétés plus résilientes.

3. Tendances et défis au niveau des pays: quel est l'état de préparation des systèmes nationaux d'éducation?

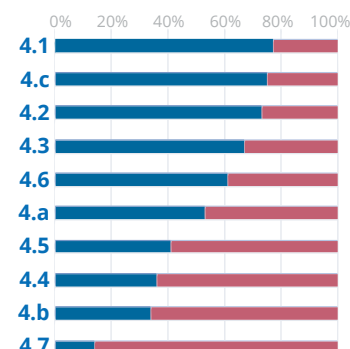
Reconnaissant que les gouvernements portent la responsabilité première des engagements en faveur de l'Éducation 2030, une Consultation régionale sur l'ODD4-Education 2030 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) a rassemblé en novembre 2015 les responsables des ministères de l'éducation de 25 pays ainsi que d'autres intervenants clés nationaux et régionaux de l'éducation. L'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) et le Bureau de l'UNESCO à Dakar ont ensuite mené conjointement une enquête rapide sur l'état de préparation des pays de l'ASS (février-mai 2016) en vue de :

- Mieux comprendre le contexte de la planification sectorielle dans lequel les pays intégreront l'ODD4 et identifier les lacunes en termes de capacités/besoins de soutien ;
- Évaluer la disponibilité des données nécessaires à la production et au suivi des indicateurs de l'ODD4 et les besoins des pays en termes de capacités.

3.1 Les cibles et indicateurs de l'ODD4 sont inégalement reflétés dans la planification sectorielle de l'éducation, avec des lacunes importantes à combler en matière de données, de politiques et de capacités

La disponibilité des données et des indicateurs varie entre les cibles de l'ODD4 : L'évaluation des capacités nationales relatives aux ensembles d'indicateurs mondiaux et thématiques de l'ODD4 a révélé que, malgré la disponibilité dans la plupart des pays des indicateurs permettant de mesurer les progrès vers la cible 4.1 (enseignement général universel) et 4.c (enseignants), la mesure d'autres cibles telles que la 4.4 (compétences des jeunes et des adultes) et la 4.7 (éducation à la paix et au développement durable) doit être renforcée. En ce qui concerne l'état de préparation des pays à utiliser des indicateurs désagrégés, les résultats de l'enquête indiquent qu'un renforcement des capacités est nécessaire en ASS pour produire des données et des indicateurs désagrégés, en particulier par type de handicap et niveau de richesse.

Écarts concernant les indicateurs de l'ODD4 (ASS) ■ disponible ■ écart



Source : Calcul effectué à partir de l'enquête sur l'état de préparation à l'ODD4 - ISU

Mesures recommandées en vue d'améliorer la disponibilité des données nationales en ASS :

- Renforcer et adapter les systèmes d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) à l'ODD4
- Développer des modules sur l'éducation dans les enquêtes auprès des ménages
- Améliorer les capacités de production de données sur les finances et les dépenses
- Communiquer les résultats des évaluations d'apprentissage
- Renforcer le dialogue entre les acteurs nationaux en matière de statistiques de l'éducation.

Intégration dans les cadres de suivi et évaluation (S&E) existants :

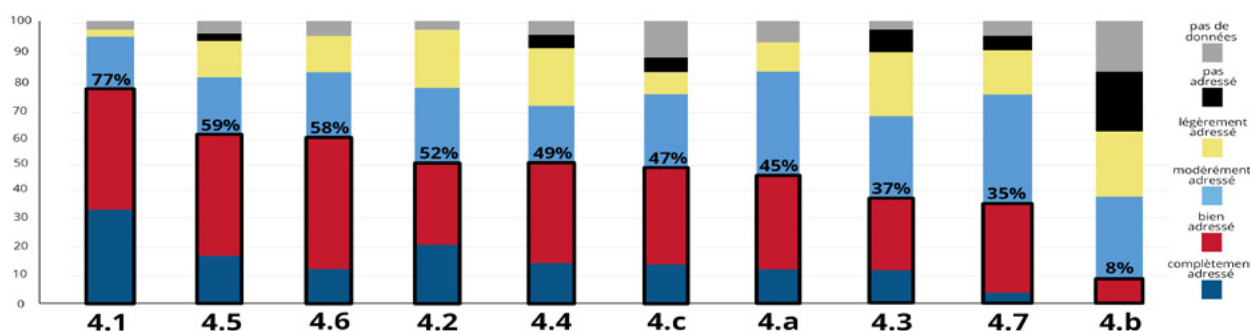
Une d'attention moindre est accordée à des domaines thématiques tels que la « citoyenneté mondiale » et l'éducation à l'environnement dans les cadres actuels de S&E. Les régions de l'AOC et de l'AEA (Afrique de l'Est et Australe) ont enregistré des résultats similaires, à l'exception de l'éducation non formelle, qui figurait dans 89% des cadres de S&E dans l'AOC, contre seulement 44% des pays répondants de l'AEA. L'égalité des genres dans l'éducation était contenue dans 94% des cadres de S&E dans les pays de l'AOC et dans seulement 63% de ceux de l'AEA. De nouvelles exigences en matière de données entraîneront probablement des réformes du système de S&E dans de nombreux pays.

La coordination interministérielle peut représenter un défi :

46% des pays déclarent n'avoir qu'un seul ministère traitant de

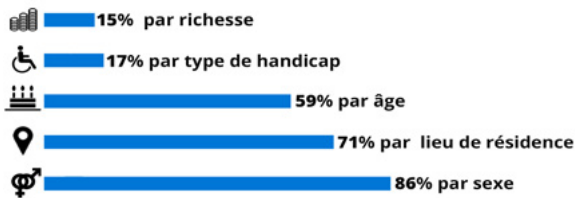
Niveau d'intégration d'ED 2030 dans les plans sectoriels

Source: UNESCO Dakar-Enquête sur l'état de préparation ODD4 (41/47 Pays ASS)



Niveau de désagrégation par groupe

Source : ISU-Enquête sur l'état de préparation à l'ODD4



tous les niveaux et types d'éducation, le reste des pays ayant entre 2 et 4 ministères, avec des tendances différentes d'un pays à l'autre. Alors qu'en AEA 65% des pays interrogés disposent d'un seul ministère chargé de tous les aspects de l'éducation, ce chiffre est de seulement 29% en AOC. Ceci fait ressortir de possibles difficultés pour assurer la cohérence à l'échelle du système et la collaboration interministérielle pour élaborer et mettre en œuvre des politiques intégrées. Même lorsqu'un seul ministère couvre l'ensemble du secteur, la collaboration intersectorielle requise pour l'ODD4 peut encore présenter des défis importants.

Parmi les autres défis identifiés par les pays concernant l'intégration de l'ODD4 dans les plans sectoriels figurent: a) le financement des cibles ambitieuses, b) les faibles capacités, en particulier des enseignants et des gestionnaires de l'éducation pour répondre aux divers besoins d'apprentissage c) l'inadéquation des cadres de S&E pour évaluer les dimensions « qualitatives » des systèmes éducatifs et d) la nécessité de plus d'orientations techniques, de plaidoyer et de communication sur le nouveau programme d'éducation et son intégration dans la formulation et la mise en œuvre des politiques nationales.

3.2 Les résultats de l'enquête indiquent des opportunités pour l'intégration de l'ODD4

De nouveaux plans sectoriels de l'éducation (PSE) devraient être développés dans plus d'un tiers des pays interrogés au cours de la période 2016-2017, ce qui constituera un moment opportun pour prendre en compte les cibles et les engagements de l'ODD4 dans les politiques nationales et dans les cycles de planification nationale de l'éducation. D'autres pays profitent de la révision des politiques sectorielles et des plans existants pour intégrer les cibles et engagements relatifs à l'ODD4.

Possibilités de réflexions sur l'ODD4 dans un environnement relativement propice au dialogue politique avec une représentation active des principaux intervenants: Presque tous les pays ont déclaré avoir mis en place des mécanismes de consultation et/ou de coordination avec divers intervenants et la majorité les a perçus comme étant efficaces. Les résultats ont également montré que les mécanismes sont plus efficaces lorsque les intervenants principaux ou directs (ex. associations de parents, syndicats d'enseignants et conseils d'étudiants) sont activement impliqués dans les dialogues et les revues. Les difficultés perçues, surtout parmi les parties prenantes « directes », étaient souvent le manque de consensus et la difficulté à identifier des représentants appropriés pour exprimer leurs préoccupations.

4. Intégration de l'ODD4 dans les plans sectoriels de l'éducation

Les pays peuvent adopter une « théorie du changement » pour définir ou ajuster leurs objectifs nationaux de développement de l'éducation inspirés par la nouvelle vision de l'Education 2030.

Repenser les systèmes d'éducation et d'apprentissage exigera qu'à toutes les étapes des cycles des politiques nationales et de la planification de l'éducation - de la collecte de données à l'analyse des systèmes et la définition des stratégies pertinentes

au niveau national et des indicateurs correspondants -, de nouvelles perspectives de l'Education 2030 soient prises en compte, y compris dans les pays touchés par des conflits et les pays fragiles. L'agenda holistique de l'ODD4 couvrant tous les domaines de l'éducation et de l'apprentissage doit être **intégré dans les plans nationaux du secteur de l'éducation à travers la** priorisation et l'utilisation d'une approche progressive centrée sur le renforcement des capacités nationales.

Une cartographie des politiques et des capacités peut être effectuée par le biais d'un **dialogue sectoriel concerté et inclusif** utilisant les mécanismes existants tels que les Groupes locaux d'éducation. Elle permettra d'analyser les situations actuelles, **d'identifier des options de politiques et des arbitrages** et de cartographier l'intégration progressive des cibles de l'ODD4 pertinentes dans les PSE et leurs plans d'action budgétisés. Tandis que certaines cibles sont fixées au niveau mondial (4.1, 4.2, 4.5, 4.6), obligeant les pays à définir des stratégies et des bases de référence nationales pour les atteindre, d'autres sont des « engagements » (4.3, 4.4, 4.7, 4. a, 4.c). Celles-ci impliquent la définition de cibles au niveau des pays pour les concrétiser en se concentrant sur un certain nombre de domaines de politiques. Ce processus nécessite une réflexion sérieuse au niveau des pays autour de la signification du nouveau programme d'éducation et offre la possibilité de s'appuyer sur une vision des systèmes d'éducation et d'apprentissage qui soient inclusifs, pertinents et pour toute la vie. Les cadres régionaux et sous-régionaux d'éducation, comme la Stratégie continentale de l'Union africaine pour l'éducation en Afrique (CESA 16-25), devraient également être pris en considération.

Alors que certains pays sont au début d'un nouveau cycle de politiques et de planification, d'autres continuent de mettre en œuvre les PSE existants et peuvent identifier des points d'entrée où les politiques, les données et les capacités existantes peuvent être analysées à la lumière de l'ODD4 pour guider la (re) formulation des politiques et des stratégies, permettant ainsi de redéfinir les priorités et de réorienter les actions et les investissements, notamment ceux de toutes les parties prenantes de l'éducation, autour d'un cadre unique de plans et de résultats. Parmi les périodes opportunes figurent la phase d'évaluation/de préparation des nouveaux plans d'action annuels, triennaux ou à moyen terme, ou les revues sectorielles conjointes (RSC), servant non seulement de S&E et d'étapes de planification mais aussi d'instruments de révision des politiques et des stratégies. Les RSC peuvent servir de plateformes importantes pour un dialogue politique national efficace et inclusif, pour la responsabilité mutuelle, les ajustements de politique et la planification.

Etapes suggérées pour les pays mettant en œuvre des PSE existants :

- Identifier les points d'entrée pour ré-analyser les priorités
- Mettre à jour l'analyse de la situation, surtout l'analyse des capacités institutionnelles et de mise en œuvre
- Mettre à jour et étendre le SIGE
- Mener un dialogue participatif sur les arbitrages et les décisions de politique

Liens avec les programmes nationaux plus larges sur les ODD

Le choix des stratégies et des indicateurs à adopter et à contextualiser variera d'un pays à l'autre selon les contextes nationaux, les priorités de développement et les capacités institutionnelles, humaines et financières, entre autres.

Une approche intégrée sera nécessaire pour une **collaboration intersectorielle et intra gouvernementale plus systématique** afin de répondre aux exigences des modes de vie durables et

des compétences de vie, à la diversité culturelle, à l'éducation à la santé et au bien-être, ainsi que pour intégrer d'autres secteurs cruciaux pour la réalisation de l'objectif de l'éducation comme le travail et l'environnement. De plus, il faut reconnaître que l'éducation contribue largement à la réalisation de tous les ODD.

L'agenda de l'Éducation 2030 nécessite des réformes de planification et de gouvernance à l'échelle du système :

- Examen des cadres législatifs
- Planification et gestion solide des ressources regroupant les engagements en matière de ressources nationales et extérieures
- Structures et processus institutionnels pour une mise en œuvre efficace
- Systèmes nationaux de suivi et de reddition des comptes solides
- Coordination intra et inter ministérielle

Des **partenariats multipartites** renforcés et diversifiés, notamment avec les gouvernements, les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies et bi/multilatérales, les milieux universitaires, les organisations de jeunesse, le secteur privé et les fondations, entre autres, jouent un rôle clé pour une mise en œuvre efficace. La société civile joue un rôle particulièrement important de par sa capacité de mobilisation sociale, d'innovation, de suivi et de reddition de comptes.

Le suivi est essentiel tout au long du processus : La mise en place de cadres nationaux de S&E robustes est nécessaire pour une mise en œuvre efficace des politiques et des plans adaptés à l'ODD4. Suivre les progrès vers la réalisation des cibles et des engagements de l'ODD4 nécessite d'évaluer la qualité, la disponibilité et la pertinence des données existantes, en mettant l'accent sur des domaines difficiles à mesurer, tels que l'équité mais aussi la qualité et la pertinence de l'apprentissage. Les pays peuvent également réfléchir à des indicateurs supplémentaires, désagrégés et au niveau sous-national, afin de mesurer plus globalement, entre autres, l'adéquation des environnements d'apprentissage, la pertinence des résultats d'apprentissage et l'acquisition des compétences et valeurs appropriées.

Parmi d'autres éléments importants figurent la mise en place de SIGE à l'échelle du système, la planification de mesures visant à renforcer les capacités nationales et à assurer la durabilité de la production de données, la compréhension des besoins en nouvelles sources de données dans le contexte de l'ODD4, ainsi que l'implication des différents acteurs nationaux et la coordination entre eux.

La mobilisation de ressources permettant un financement adéquat de l'éducation, la production et la publication régulières de données et d'indicateurs financiers et le suivi transparent de tous les flux financiers contribueront à assurer une plus grande équité, une utilisation plus efficace des ressources, une planification plus efficace et un meilleur suivi des engagements nationaux et externes liés à l'ODD4. Les comptes nationaux de l'éducation, rassemblant les sources de financement de l'éducation dans un cadre commun, peuvent être utilisés pour mieux cibler les ressources éducatives et améliorer les décisions politiques.

5. Coordination mondiale et régionale, suivi et appui aux pays

Au niveau mondial, l'UNESCO a été chargée de diriger, de coordonner et de suivre la mise en œuvre de l'ODD4. Le Rapport mondial de suivi (GEM) sur l'éducation servira de mécanisme mondial de suivi et de rapportage sur l'ODD4 ainsi que sur les cibles liées à l'éducation des autres ODD.

Les cadres et les mécanismes de coordination régionaux venant en appui à la mise en œuvre de l'ODD4 au niveau national doivent s'appuyer, dans la mesure du possible, sur les mécanismes et processus de coordination et de suivi existants. Ils doivent en outre être liés à des mécanismes plus larges de coordination des ODD au niveau national, régional et mondial, tout en promouvant la mutualisation des ressources et la coopération au sein et entre les régions. Au sein de l'ASS, un Groupe régional de coordination sur l'ODD4 en Afrique de l'Ouest et du Centre (GCR4-AOC) a été créé en mai 2016 et regroupe des représentations régionales d'un large éventail d'organisations intergouvernementales, de la société civile et multilatérales soutenant le développement de l'éducation en AOC en vue d'appuyer la contextualisation et l'intégration de l'Éducation 2030 dans la planification nationale



Une approche systémique évitant les processus parallèles / fragmentés:

Intégrer les cibles priorisées de l'ODD4 dans les cycles de planification/politiques éducatives nationaux



Aligner les priorités politiques avec les objectifs nationaux plus larges de développement durable

Renforcer le dialogue sectoriel participatif et inclusif à toutes les étapes

Une conception nouvelle et repensée de l'éducation autour de l'apprentissage tout au long de la vie

Références

OECD. (2016). *Better Policies for Sustainable Development: A New Framework for Policy Coherence*. Paris: OECD.

UNDESA. (2016). *Overview of institutional arrangements for implementing the 2030 Agenda at national level*. New York: UNDESA.

UNDESA. Smoke, P. and Nixon, H. (2016). *Sharing responsibilities and resources among levels of government: localizing the Sustainable Development Goals*. New York: UNDESA.

UNDG. (2015). *Mainstreaming the 2030 Agenda for Sustainable Development. Interim Reference Guide to UN Country Teams*.

New York: UNDG.

UNESCO. (2013) *Handbook on education policy analysis and planning*. Volume 1: Education Policy Analysis. Bangkok: UNESCO.

UNESCO. (2016). *Rethinking Education and SDG4 Briefing Notes*. Paris: UNESCO.

UNESCO-UIS (2016). *Laying the Foundation to Measure Sustainable Development Goal 4*. Montreal: UIS.

United Nations Sustainable Development Solutions Network. (2015). *Getting Started with the Sustainable Development Goals*. New York: UNSDSN.

Cette note a été préparée par Lily Neyestani-Hailu. L'auteur tient à remercier Gwang-Chol Chang, Sobhi Tawil et Raphaëlle Martinez Lattanzio pour leur analyse critique et leur perspicacité.

Les idées et les opinions exprimées dans cette note sont celles de l'auteur ; elles ne sont pas forcément celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.